

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 4–7 novembre 2013

## PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 7 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
WFP/EB.2/2013/7-B/2

26 septembre 2013

ORIGINAL: ANGLAIS

## AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROGRAMME DE PAYS MADAGASCAR 103400

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires	48 298 536	9 814 805	58 113 341
Espèces et bons	–	269 963	269 963
Développement et augmentation des capacités	–	360 973	360 973
Coût total pour le PAM	96 043 980	17 980 937	114 024 917

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

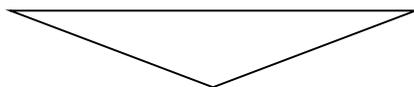
Directeur régional, OMJ\*: M. M. Darboe                      courriel: [mustapha.darboe@wfp.org](mailto:mustapha.darboe@wfp.org)

Directeur de pays: M. W. Van Milink                      courriel: [willem.vanmilink@wfp.org](mailto:willem.vanmilink@wfp.org)

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe)

## PROJET DE DÉCISION\*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire d'un montant de 18 millions de dollars É.-U. qui est proposée pour le programme de pays Madagascar 103400 (WFP/EB.2/2013/7-B/2), ainsi que la prolongation du programme pour une durée de douze mois, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. La présente révision du budget du programme de pays Madagascar 103400 prévoit de prolonger cette opération de 12 mois, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014, en la dotant de ressources supplémentaires, afin de tenir compte de la prolongation d'un an du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD).
2. Il est proposé de modifier la stratégie d'intervention comme suit:
  - augmenter le nombre des bénéficiaires des repas scolaires de 215 000 à 260 000;
  - étoffer la ration distribuée et accroître le nombre d'orphelins et autres enfants vulnérables bénéficiaires pour le faire passer de 28 000 à 33 000;
  - mettre en place une activité Espèces pour la création d'avoins (ECA) pour 15 000 bénéficiaires prévus; et
  - réduire de 70 000 à 64 000 le nombre des bénéficiaires des activités de supplémentation alimentaire généralisée, destinées à prévenir la malnutrition aiguë chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les nourrissons âgés de 6 à 24 mois; accroître le nombre des bénéficiaires de l'alimentation sur ordonnance, qui passerait de 23 000 à 39 000; et lancer un projet pilote de distribution d'espèces ciblant 1 500 personnes atteintes de tuberculose dans les zones urbaines.
3. La mise en œuvre des modifications proposées exigera les ressources supplémentaires suivantes:
  - 21 266 tonnes de vivres représentant une valeur de 9,8 millions de dollars; et un montant de 270 000 dollars au titre des transferts monétaires;
  - 4,1 millions de dollars pour les coûts de transport extérieur, de transport terrestre, d'entreposage et de manutention, et pour les autres coûts opérationnels directs;
  - 360 000 dollars destinés aux activités de développement et d'augmentation des capacités; et
  - 3,4 millions de dollars pour les coûts d'appui directs et indirects.
4. Le budget total du programme de pays passera de 96 millions de dollars à 114 millions de dollars, soit une augmentation de 18 millions de dollars.

## JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION DU PROGRAMME ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

### Résumé des activités existantes

5. Le Conseil a approuvé le programme de pays 103400 pour une période initiale de cinq ans allant de 2005 à 2009. La dernière révision budgétaire l'a prolongé de 2012 à 2013 afin qu'il coïncide avec le cycle révisé du PNUAD. Les objectifs du programme de pays sont d'appuyer la stratégie pour la réduction de la pauvreté établie par le Gouvernement et de contribuer au PNUAD.

6. Le programme de pays est conforme aux Objectifs stratégiques 3 (Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels) et 4 (Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim)<sup>1</sup>.
7. Ce programme de pays et l'intervention prolongée de secours et de redressement 200065 qui est en cours (Aide pour faire face aux catastrophes naturelles récurrentes et à l'insécurité alimentaire saisonnière) sont complémentaires: l'intervention comporte tout un éventail d'initiatives allant des secours au redressement destinées à rétablir les moyens d'existence et à renforcer la résilience des communautés touchées par des chocs. Le programme de pays s'attaque aux causes à moyen et à long termes de la faim chronique.
8. Les activités du PAM menées dans le cadre du programme de pays sont conformes au deuxième Plan national d'action pour la nutrition (2012–2015) (PNAN II), qui définit une série d'interventions visant à lutter contre la malnutrition aiguë et le retard de croissance. Madagascar est devenue en 2012 le 29<sup>ème</sup> pays à adhérer au mouvement Renforcer la nutrition.
9. Le programme de pays compte trois composantes:
  - 1 – Appui à l'éducation de base grâce à la fourniture de repas scolaires et de micronutriments en poudre pour encourager la scolarisation dans le primaire et accroître les taux de poursuite des études; le PAM vient aussi en aide aux orphelins et autres enfants vulnérables inscrits dans les écoles ou les centres de formation professionnelle;
  - 2 – Atténuation des effets des catastrophes naturelles et protection de l'environnement grâce à des activités Vivres pour la création d'avoirs (VCA) ayant pour but de renforcer la résilience des communautés et d'atténuer les effets des catastrophes naturelles<sup>2</sup>; et
  - 3 – Appui à la lutte contre la malnutrition au moyen d'activités de supplémentation alimentaire généralisée destinées à lutter contre la malnutrition aiguë et à préserver l'état nutritionnel des enfants de moins de 2 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes, et d'un programme d'alimentation sur ordonnance ciblant les patients suivant une thérapie antirétrovirale ou un traitement antituberculeux ainsi que les personnes à leur charge.
10. Les activités sont concentrées dans les régions du sud et du sud-est où l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles sont plus élevées.

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA RÉÉVALUATION

11. La stagnation de l'économie, la baisse du revenu par habitant et l'incapacité dans laquelle demeure le Gouvernement de dûment assurer la prestation des services sociaux de base sont la conséquence directe de la crise politique qui sévit depuis 2009<sup>3</sup>. Les moyens réduits dont dispose le Gouvernement pour faire face à des chocs comme les cyclones et les infestations

---

<sup>1</sup> Plan stratégique du PAM pour 2014–2017, WFP/EB.A/2013/5-A/1.

<sup>2</sup> La conception et la mise en œuvre des activités VCA/ECA reposeront sur des approches participatives et prévoiront des processus donnant aux femmes la possibilité de définir leurs priorités et leurs besoins spécifiques.

<sup>3</sup> Banque mondiale: Madagascar: chiffrer les coûts de la crise politique, juin 2013.

acridiennes aggravent une situation alimentaire et nutritionnelle déjà précaire<sup>4</sup>. Le déclin économique et la distance prise par certains donateurs remettent en cause les acquis du développement: 92 pour cent de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté<sup>5</sup> et le taux de malnutrition chronique atteint 50,1 pour cent<sup>6</sup>.

## OBJET DE LA PROLONGATION ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

12. La prolongation d'un an du programme de pays qui est proposée ici permettra de faire coïncider le programme avec le cycle révisé du PNUAD: le cadre actualisé des priorités nationales requis pour un nouveau PNUAD n'a pas pu être élaboré. La prolongation d'un an a été approuvée par l'équipe de pays des Nations Unies compte tenu du retard pris dans la normalisation de la situation politique que doit permettre la tenue d'élections libres et transparentes.
13. La présente révision budgétaire tient compte des recommandations issues d'une évaluation décentralisée effectuée en 2012–2013<sup>7</sup>, qui préconisait de conserver les mêmes zones d'intervention, mais aussi de renforcer la participation des autorités nationales et la collaboration avec les autres organismes des Nations Unies. Le PAM mènera régulièrement des consultations et des activités conjointes avec le Gouvernement, les donateurs, les partenaires des Nations Unies et les homologues des organisations non gouvernementales.
14. Au titre de la composante 1, conformément aux recommandations de l'évaluation du programme de pays, le PAM augmentera le nombre de bénéficiaires des repas scolaires, pour le faire passer de 215 000 à 260 000. Le nombre des orphelins et autres enfants vulnérables bénéficiant de l'activité passera de 28 000 à 33 000. La ration sera également étoffée conformément aux recommandations formulées à l'issue d'une enquête de suivi<sup>8</sup>.
15. Au titre de la composante 2, le nombre de bénéficiaires prévus par an reste inchangé (60 000), mais une activité ECA sera mise en place suite à une étude de faisabilité des transferts monétaires<sup>9</sup> réalisée en 2012.
16. Au titre de la composante 3, le nombre de bénéficiaires du programme de supplémentation alimentaire généralisée pendant la période de soudure sera ramené à 64 000. Cette mesure permettra d'éviter de faire double emploi avec le programme d'alimentation complémentaire financé par le fonds d'affectation spéciale pour le renforcement de la capacité nutritionnelle qui est exécuté tout au long de l'année et est destiné aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux nourrissons âgés de 6 à 24 mois souffrant de malnutrition. Ce programme, qui doit être mis en œuvre de 2014 à 2016, permettra d'acquérir de l'expérience en matière de prévention du retard de croissance conformément au PNAN II du Gouvernement.

---

<sup>4</sup> Selon l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence après le passage du cyclone Haruna (avril 2013) et les premières constatations issues de la mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires (juin/juillet 2013).

<sup>5</sup> C'est-à-dire avec moins de 2 dollars par jour.

<sup>6</sup> Dernière enquête démographique et sanitaire en date (2008–2009).

<sup>7</sup> Razafiarisoa et Randriamanjakasoa, rapport d'évaluation décentralisée établi pour le programme de pays Madagascar 103400 (2005–2013), février 2013.

<sup>8</sup> Enquête de suivi du PAM, septembre 2012.

<sup>9</sup> Fabio Bedini, *Transferts d'argent*, Madagascar: Une étude de faisabilité dans le cadre du programme de pays 2012-2013.

17. Le programme d'alimentation sur ordonnance sera maintenu et le nombre de bénéficiaires passera de 23 000 à 39 000 en raison de l'accroissement de la prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les personnes atteintes de tuberculose<sup>10</sup>. La période pendant laquelle une assistance alimentaire sera fournie aux ménages sera réduite de huit mois à six mois, conformément au protocole du traitement de brève durée sous surveillance directe<sup>11</sup>. Dans le cadre de la composante relative aux filets de protection sociale, qui prévoit la distribution de rations familiales aux patients tuberculeux souffrant de malnutrition en fonction des recommandations issues de l'étude de faisabilité des transferts monétaires, le PAM va lancer un projet pilote de distribution d'espèces ciblant 1 500 bénéficiaires dans la ville de Tuléar. Le but est d'éviter le partage des rations alimentaires, d'empêcher le recours à des mécanismes de survie préjudiciables et de protéger les membres du ménage contre le risque accru de contracter la tuberculose dû à la malnutrition.

<b>TABLEAU 1: VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ</b>					
	<b>Catégorie de bénéficiaires</b>	<b>Nombre actuel</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Nombre révisé</b>	<b>Pourcentage de femmes</b>
Composante 1	Repas scolaires	215 000	45 000	260 000	55
	Orphelins et autres enfants vulnérables*	28 000	5 000	33 000	53
Composante 2	VCA	60 000	-15 000	45 000	52
	ECA	0	15 000	15 000	52
Composante 3	Alimentation supplémentaire généralisée	70 000	-6 000	64 000	69
	Alimentation sur ordonnance –filets de protection sociale	19 000	13 500	32 500	48
	Alimentation sur ordonnance – soins et traitement	4 000	2 500	6 500	48
<b>TOTAL</b>		<b>396 000</b>	<b>60 000</b>	<b>456 000</b>	<b>56</b>

\* La ration sera augmentée pour tous les orphelins et autres enfants vulnérables bénéficiaires.

<sup>10</sup> Soixante-cinq pour cent selon l'enquête de 2012, contre 40 pour cent selon les estimations antérieures de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2010.

<sup>11</sup> Méthode recommandée sur le plan international pour combattre la tuberculose.

	Composante 1 Orphelins et autres enfants vulnérables – Sud	Composante 1 Orphelins et autres enfants vulnérables – autres	Composante 2 VCA/espèces	Composante 3 Alimentation sur ordonnance – filets de protection sociale/espèces
	Révision	Révision		
Riz		200		
Maïs	220* (brut) 140 (net)			
Légumes secs	30	30		
Huile végétale	20	20		
SuperCereal	150	150		
Espèces/bons (dollars/personne/jour)			1,15	1,15
<b>TOTAL (brut)</b>	<b>420</b>	<b>400</b>		
<b>Total kcal/jour</b>	<b>1 670</b>	<b>1 598</b>		
Nombre de jours d'alimentation par an	280	232 (internes) 172 (externes)		

\* Le maïs est distribué en grains que les bénéficiaires transforment ensuite en farine. L'expérience montre que les pertes de meunerie représentent 36 pour cent de la ration brute.

## BESOINS ALIMENTAIRES

18. Le maïs et les légumes secs seront achetés localement, et les quantités seront augmentées chaque fois que cela sera possible. Le PAM s'approvisionnera directement auprès des associations locales d'agriculteurs si les produits alimentaires sont disponibles en quantités suffisantes et s'ils répondent aux normes de qualité.

Activité	Besoins alimentaires (en tonnes) et espèces/bons (en dollars)		
	Quantité actuelle	Augmentation	Quantité totale révisée
1. Appui à l'éducation de base	61 745 tonnes	14 296 tonnes	76 041 tonnes
2. Atténuation des effets des catastrophes naturelles et protection de l'environnement	34 444 tonnes	3 997 tonnes 207 000 dollars	38 441 tonnes 207 000 dollars
3. Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida	19 464 tonnes	2 973 tonnes 62 963 dollars	22 437 tonnes 62 963 dollars
<b>TOTAL</b>	<b>115 653 tonnes</b>	<b>21 266 tonnes</b> <b>269 963 dollars</b>	<b>136 920 tonnes</b> <b>269 963 dollars</b>

---

## GESTION DES RISQUES

19. La crise politique pourrait avoir des incidences sur le plan de la sécurité et créer d'autres problèmes de financement. Afin d'atténuer les risques touchant la sécurité, le PAM surveillera l'évolution de la situation et appliquera les recommandations du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies. La prise en charge de nouveaux bénéficiaires sera retardée si les ressources requises ne sont pas mobilisées. Le nombre de jours d'alimentation du programme de repas scolaires pourrait être réduit si de nouveaux ajustements s'avèrent nécessaires.

## ANNEXE I-A

<b>VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE</b>			
	<b>Quantité (en tonnes)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>
<b>Produits alimentaires</b>			
Céréales	15 860	5 668 378	
Légumes secs	2 266	1 505 330	
Huile et matières grasses	827	799 087	
Aliments composés et mélanges	2 295	1 324 510	
Autres	18	517 500	
<b>Total, produits alimentaires</b>	<b>21 266</b>	<b>9 814 805</b>	
Transport extérieur		1 421 864	
Transport terrestre, entreposage et manutention		1 836 926	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		832 257	
<b>Produits alimentaires et coûts connexes<sup>1</sup></b>		<b>13 905 852</b>	<b>13 905 852</b>
Espèces et bons		269 963	
Coûts connexes		33 846	
<b>Espèces et bons, et coûts connexes</b>		<b>303 809</b>	<b>303 809</b>
<b>Développement et augmentation des capacités</b>		<b>360 973</b>	<b>360 973</b>
Coûts opérationnels directs			14 570 634
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (voir l'annexe I-B)			2 233 980
<b>Total des coûts directs du projet</b>			<b>16 804 614</b>
Coûts d'appui indirects (7 pour cent) <sup>3</sup>			1 176 323
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>17 980 937</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

<sup>2</sup> Le chiffre indicatif est donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

## ANNEXE I-B

<b>COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel et frais connexes</b>	
Administrateurs	657 108
Agents des services généraux	495 197
Prime de danger et indemnités locales	–
<b>Total partiel</b>	<b>1 152 305</b>
<b>Dépenses de fonctionnement et autres</b>	261 247
<b>Biens d'équipement</b>	69 339
<b>Sécurité</b>	84 175
<b>Voyages et transports</b>	596 522
<b>Études préalables, évaluations et suivi<sup>1</sup></b>	70 392
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>2 233 980</b>

<sup>1</sup> Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers. Si les activités sont réalisées par le personnel du bureau de pays du PAM, les coûts sont inclus dans les rubriques Dépenses de personnel et frais connexes et Voyages et transports.

**ANNEXE I-C**

<b>TRANSFERT, PAR COMPOSANTE</b>				
	<b>Composante 1</b>	<b>Composante 2</b>	<b>Composante 3</b>	<b>Total</b>
Produits alimentaires ( <i>en tonnes</i> )	14 296	3 997	2 973	<b>21 266</b>
Produits alimentaires ( <i>en dollars</i> )	6 640 304	1 540 173	1 634 328	<b>9 814 805</b>
Espèces et bons ( <i>en dollars</i> )		207 000	62 963	<b>269 963</b>
Développement et augmentation des capacités ( <i>en dollars</i> )				<b>360 973</b>

<b>ANNEXE II: CADRE LOGIQUE<sup>1</sup></b>			
<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de performance</b>	<b>Hypothèses</b>	<b>Ressources requises</b>
<b>Effet direct du PNUAD:</b> services sociaux de base, axe éducation – accès des élèves les plus vulnérables à un environnement d'apprentissage de qualité, équitable et tenant compte de la problématique hommes-femmes	<b>Indicateurs d'effet direct du PNUAD</b> Taux de scolarisation dans les écoles primaires publiques dans les régions ciblées Taux de redoublement dans les écoles primaires publiques dans les régions ciblées		
<b>Composante 1 du programme de pays: Appui à l'éducation de base</b>			
<b>Objectif stratégique 4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim</b>			<b>6 640 270 dollars (valeur des produits alimentaires)</b>
<b>Effet direct 1</b> Amélioration de l'accès équitable et de l'utilisation de l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Taux de scolarisation des filles et des garçons: Cible: taux d'accroissement annuel de 6% Source des données: registres des écoles</li> <li>➤ Taux de rétention scolaire des filles et des garçons dans les écoles et les centres d'accueil d'orphelins et autres enfants vulnérables bénéficiant d'un appui  Cible: taux de rétention scolaire de 85% dans les écoles et les centres d'accueil d'orphelins et autres enfants vulnérables bénéficiant d'un appui Source des données: dossiers des centres d'accueil d'orphelins et autres enfants vulnérables</li> </ul>	Les capacités financières, humaines et matérielles du système éducatif sont suffisamment renforcées au niveau des districts et des communes	
<b>Produit 1.1</b> Produits alimentaires, produits nutritionnels et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en temps voulu aux bénéficiaires ciblés	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de bénéficiaires recevant un appui, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100% 260 000 bénéficiaires dans les écoles appuyées par le PAM</li> </ul>	Les capacités du personnel des centres d'accueil d'orphelins et autres enfants vulnérables sont suffisamment renforcées dans le domaine de l'éducation	



<sup>1</sup> Le cadre logique sera parachevé une fois que le Conseil aura approuvé le Cadre de résultats stratégiques du PAM pour 2014–2017.

<b>ANNEXE II: CADRE LOGIQUE<sup>1</sup></b>			
<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de performance</b>	<b>Hypothèses</b>	<b>Ressources requises</b>
	<p>33 000 bénéficiaires dans les centres d'accueil d'orphelins et autres enfants vulnérables appuyés par le PAM</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité d'assistance alimentaire distribuée, en pourcentage de la quantité prévue</li> </ul> <p>Cible: (11 645 tonnes pour les écoles) 100% (2 650 tonnes pour les centres d'accueil d'orphelins et autres enfants vulnérables) 100%</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'écoles appuyées par le PAM, en pourcentage du nombre prévu</li> </ul> <p>Cible: 1 452 écoles (100%)</p>		
<b>Effet direct du PNUAD: axe soutien économique – amélioration durable de la sécurité alimentaire des populations rurales dans les régions ciblées</b>	<b>Indicateurs d'effet direct du PNUAD</b> Pourcentage de la population en situation de sécurité alimentaire dans les régions ciblées		
<b>Composante 2 du programme de pays: Atténuation des effets des catastrophes naturelles et protection de l'environnement pour faire face au changement climatique</b>			
<b>Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels</b>			<b>1 747 155 dollars (valeur des produits)</b>
<b>Effet direct 2</b> Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc résultant pour les communautés et les ménages exposés à l'insécurité alimentaire ciblés de l'amélioration de l'accès aux avoirs nécessaires à la subsistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score des communautés en termes d'avoirs</li> </ul> <p>Cible: 80% des communautés ciblées ont un accès à des infrastructures communautaires supérieur au niveau de référence</p> <p>Source des données: suivi post-distribution</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Indice des stratégies de survie (stratégies alimentaires)</li> </ul> <p>Cible: l'indice des stratégies de survie de 100% des ménages ciblés a baissé ou s'est stabilisé</p> <p>Source des données: suivi post-distribution</p>	<p>Des accords de partenariat sont passés avec les principales parties prenantes</p> <p>Les associations locales et les organisations non gouvernementales partenaires participent aux activités dans toutes les communautés ciblées</p> <p>Les communautés utilisent durablement les compétences acquises pour assurer la sécurité alimentaire des ménages</p>	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE<sup>1</sup>

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses	Ressources requises
<p><b>Produit 2.1</b></p> <p>Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de bénéficiaires recevant une assistance, en pourcentage du nombre prévu, ventilé par type de produit ou par transfert d'espèces ou de bons, et par femme, homme, fille et garçon</li> </ul> <p>Cible: 100%: 60 000 bénéficiaires</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité d'assistance alimentaire distribuée, en pourcentage de la quantité prévue, par type de produits</li> </ul> <p>Cible: 3 997 tonnes: 100%</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Montant total des transferts monétaires en faveur des bénéficiaires ciblés</li> </ul> <p>Cible: 207 000 dollars</p>	<p>Les capacités des partenaires coopérants sont renforcées pour répondre aux besoins des bénéficiaires</p>	
<p><b>Produit 2.2</b></p> <p>Avoirs atténuant les risques de catastrophe et de choc développés, construits ou rétablis</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'avoirs réduisant les risques ou atténuant les effets des catastrophes construits ou rétablis, par catégorie d'avoir, type et unité de mesure</li> </ul>		
<p><b>Effet direct 3</b></p> <p>Amélioration des débouchés pour les produits agricoles et les denrées aux niveaux régional, national et local</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité de produits alimentaires achetés auprès de fournisseurs régionaux, nationaux et locaux, en pourcentage des quantités distribuées par le PAM dans le pays</li> </ul> <p>Cible: 20%</p> <p>Source des données: système de suivi des achats de produits alimentaires</p>	<p>Des accords de partenariat sont passés avec les principales parties prenantes</p>	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE<sup>1</sup>

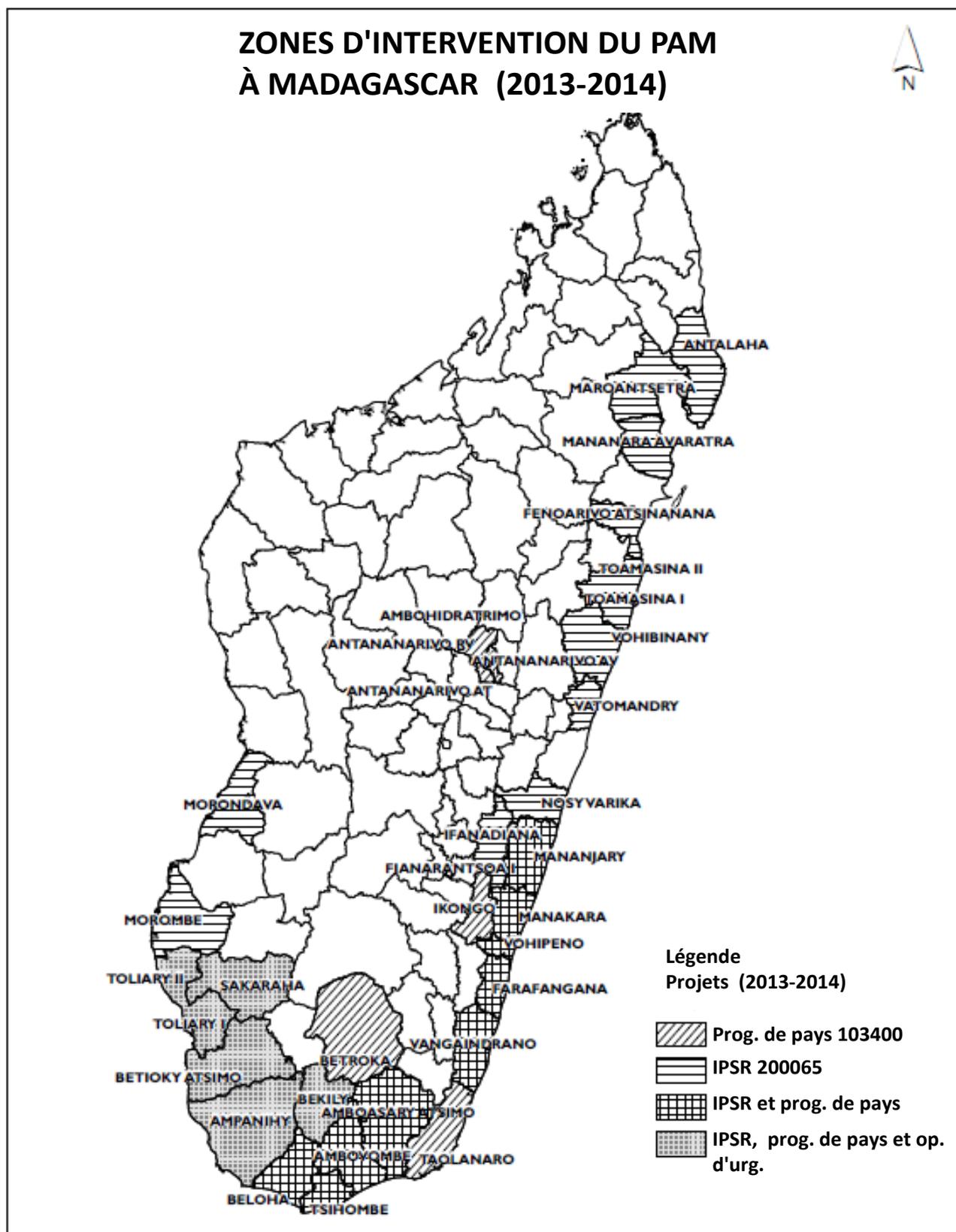
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses	Ressources requises
<p><b>Produit 3.1</b></p> <p>Quantité accrue de produits alimentaires achetés par le PAM sur les marchés régionaux, nationaux et locaux et à de petits producteurs</p>	<p>➤ Quantité de produits alimentaires achetés aux niveaux local et régional (en tonnes)</p> <p>Cible: 4 400 tonnes (100%)</p> <p>Source des données: système de suivi des achats de produits alimentaires</p>	<p>Les fonds sont disponibles en temps voulu pour pouvoir procéder aux achats locaux durant la période requise (récolte)</p>	
<p><b>Effet direct du PNUAD: services sociaux de base, axe santé – amélioration de l'état nutritionnel des femmes en âge de procréer et des enfants de moins de 5 ans vivant dans les zones ciblées</b></p>	<p><b>Indicateurs d'effet direct du PNUAD</b></p> <p>Taux de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans</p> <p>Taux d'anémie chez les femmes en âge de procréer</p>		
<p><b>Composante 3 du programme de pays: Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida</b></p>			
<p><b>Objectif stratégique 4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim</b></p>			<p><b>1 697 291 dollars (valeur des produits)</b></p>
<p><b>Effet direct 4</b></p> <p>Stabilisation ou réduction de la dénutrition, y compris des carences en micronutriments</p>	<p>➤ Proportion d'enfants recevant l'apport alimentaire minimum acceptable</p> <p>Cible: &gt; 70%</p> <p>Source des données: suivi post-distribution</p> <p>➤ Proportion de la population admise à bénéficier du programme qui y participe (couverture)</p> <p>Source des données: enquête/recensement du programme de pays/rapports</p>		
<p><b>Produit 4.1</b></p> <p>Produits alimentaires et produits nutritionnels de qualité distribués en quantité suffisante et en temps voulu aux enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes</p>	<p>➤ Nombre d'enfants de moins de 23 mois, de femmes enceintes et de mères allaitantes recevant une assistance, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Cible: 100%: 64 000 bénéficiaires</p> <p>➤ Quantité d'assistance alimentaire distribuée, en pourcentage de la quantité prévue, par type</p> <p>Cible: 1 296 tonnes: 100%</p>		

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE<sup>1</sup>

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses	Ressources requises
<p><b>Effet direct 5</b></p> <p>Amélioration du taux de réussite du traitement antituberculeux pour les personnes ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Taux de réussite du traitement antituberculeux Cible: 85%</li> <li>Source des données: rapports sur les cohortes du programme de pays</li> <li>➤ Taux de récupération nutritionnelle dans le cadre du traitement antituberculeux Cible: &gt; 75%</li> <li>Source des données: rapports sur les cohortes du programme de pays</li> </ul>		
<p><b>Produit 5.1</b></p> <p>Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant une assistance, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100%: 39 000 bénéficiaires</li> <li>➤ Quantité d'assistance alimentaire distribuée, en pourcentage de la quantité prévue, par type Cible: 1 677 tonnes: 100%</li> <li>➤ Montant total des transferts monétaires en faveur des bénéficiaires ciblés Cible: 62 963 dollars (100%)</li> </ul>	<p>Les ressources sont disponibles en temps voulu et en quantité suffisante</p>	



## ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ECA	Espèces pour la création d'avoirs
PNAN II	Deuxième Plan national d'action pour la nutrition
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
VCA	Vivres pour la création d'avoirs